

II) Un texte dangereux :

4) Il faut distinguer ce que le texte dit explicitement et qu'il est permis, encore aujourd'hui, de discuter (?), et ce que, indépendamment de la volonté des auteurs, une partie de l'organisation ne manquera pas d'en retenir : une certaine approche politique générale plus implicite et par conséquent plus dangereuse. Pour en rester à l'essentiel, et sans répéter Roger (texte 33), je voudrais insister sur les points suivants :

Le premier est la question de la crise révolutionnaire. Il n'y a pas si longtemps, deux excellents auteurs nous rappelaient les critères qui permettent aux marxistes-révolutionnaires, spécifiquement en opposition à toutes les autres tendances, qu'elles soient bourgeoises, social-démocrates, stalinienne, spontex ou ultra-gauches, de reconnaître une crise révolutionnaire (7). Il est certainement possible à A, A, J et S de reléguer aujourd'hui Bensaïd et Weber au musée des « classicismes faussement rassurants » mais pour remplacer ce « classicisme » par quelle modernité ? Pour nous dire que « l'espoir de voir une situation de type 36 se répéter est bien aléatoire », qu'« il serait illusoire encore de voir la crise révolutionnaire en France sur le mode d'un Mai 68 réussi. Parce que la bourgeoisie et les staliens ont tiré leurs leçons de Mai » (8). Vraiment ? Attention à de telles formulations : elles tendraient à accréditer l'idée — en l'occurrence étrangère, de toute évidence, aux camarades — selon laquelle il dépendrait de la bourgeoisie — et des staliens — d'éviter que n'éclatent désormais les conflits sociaux dont la transgression (et non la simple accumulation) dans le cadre conjugué de la crise accentuée de la bourgeoisie et de l'impasse sans cesse plus manifeste des réformistes, cumule en une crise ou série de crises révolutionnaire(s). Toutes les conditions objectives vont dans ce sens ; le fait que les bourgeoisies n'ont strictement plus rien à dire, à proposer, à accomplir devient de plus en plus massivement visible : c'est d'ailleurs, ce qui permet à la triste démagogie du programme commun de la gauche d'être entendue. Mais cela ne rend pas évident l'intérêt de concevoir « la crise révolutionnaire non comme un moment où l'élan des masses (?) permet de conclure victorieusement (et sinon ?) un processus de lutte prolongée... ». L'idée qui sous-tend cette conception est que les camarades A, A, J, S, excluent toute « crise révolutionnaire » — classique ou non — survenant avant que l'avant-garde ne soit prête à la faire aboutir, d'où l'urgence des tâches, l'insistance sur les rythmes déjà mentionnés et aussi les couches visées pour construire le parti. C'est parce que « nous ne pouvons pas espérer reconstruire pièce à pièce un mouvement ouvrier propre par-delà un demi-siècle de stalinisme » que la classe ouvrière devra « bénéficier des capacités militaires de la paysannerie et des couches moyennes urbaines ». Et affirmer que « le parti ne sera pas construit avant le processus même de lutte pour le pouvoir mais à travers ce processus » ne signifie pas que nous serons capables de faire que la prochaine échéance soit décisive : Peut-être nous faudra-t-il passer par le feu d'une ou de deux autres crises (pré) révolutionnaires pour avoir forgé l'arme organisationnelle décisive. Dernier élément de confusion venant couronner la dilution fâcheuse du concept de « crise révolutionnaire », celui introduit par l'expression de « mouvement ouvrier propre ». Laissons ce curieux qualificatif aux trusts de détergent et discutons sur le problème essentiel : ne serait-il pas paradoxal d'insister sur la force probable de la contre-révolution organisée par la bourgeoisie et par le stalinisme en semblant renoncer à gagner au PR les gros bataillons de la classe ouvrière ? L'importance est réelle de la discussion sur les « cadres organisateurs de la classe » : qui sont-ils et comment les gagner ?

5) Sur la paysannerie : C'est sur ce point que le texte 30 me semble le plus faible. Pour quatre raisons :

a) Les références plus ou moins claires, les comparaisons plus ou moins explicites renvoyant aux guérillas rurales de Chine, d'Amérique Latine ou d'ailleurs me semblent suspectes, sans examen plus approfondi des contextes respectifs.

b) En ce qui concerne les traditions de lutte, de violence de la paysannerie française, s'agit-il de « constater » que les paysans ont toujours « bougé » depuis que le capital a commencé à « ronger » le féodalisme (XV^{ème} siècle), qu'après les frondes (XVII^{ème}) ils ont fait 89 en brûlant les châteaux et qu'après leur long silence du XIX^{ème} siècle, base sociale du Bonapartisme relayée au niveau des luttes par le prolétariat naissant et la petite bourgeoisie radicalisée, ils peuvent encore à l'occasion barrer les routes, menacer Jean Gabin et défendre le Larzac, y compris par la violence ?

c) S'agit-il d'affirmer qu'il faut nous préparer à intervenir dans les campagnes ? Soit ! Mais comment ? Pour quoi faire ? Car se pose ici un problème de méthode touchant au programme. Le « Programme de Transition » stipule bien que « l'ouvrier agricole est au village le frère d'armes et l'équivalent de l'ouvrier de l'industrie... Le programme de revendications transitoires des ouvriers industriels est aussi, moyennant tels ou tels changements, le programme du prolétariat agricole... Les sections de la IV^{ème} Internationale doivent sous la forme la plus concrète possible, élaborer des programmes de revendications transitoires pour les paysans (fermiers)... Il est nécessaire qu'entrent en scène des comités de petits fermiers qui, en commun avec les comités ouvriers et les comités d'employés de banque, prendront en mains le contrôle des opérations de transport, de crédit et de commerce qui intéressent l'agriculture » (9).

En ajoutant ceci : nous sommes contre la rentabilisation actuellement en cours dans les campagnes parce qu'elle s'opère au profit de la bourgeoisie ; nous sommes contre la démagogie réactionnaire/familiale du PC, nous ne sommes nullement contre le regroupement des terres ni contre la mécanisation intense de l'agriculture, c'est-à-dire la diminution du nombre des travailleurs de la terre. Or « le programme de nationalisation de la terre et de collectivisation de l'agriculture doit être construit de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera le propriétaire de son lot de terre tant qu'il le trouvera lui-même nécessaire et possible » (9). Que de travail propagandiste et agitateur en vue ! Mais les échéances, les rythmes... ?

D) Faut-il, en attendant que le paysan ne trouve plus « nécessaire et possible » de rester propriétaire de son lot de terre, se reposer sur ses « capacités militaires », sur ses traditions de violence, compte-non-tenu qu'il s'agit précisément de construire le parti ouvrier révolutionnaire de masse, seul susceptible de couler cette violence dans un moule progressiste ? En négligeant le fait que, récemment encore, cette violence réelle s'est révélée être parfaitement réactionnaire (10) ? Tirons le bilan des courants qui ont milité en milieu rural, les chrétiens, les staliens, les « gauchistes » (PSU et mao) ; analysons l'évolution du syndicalisme agricole et la trajectoire d'un Debattis avant de parer la paysannerie de vertus qu'elle ne saurait avoir et ce faisant de... mettre la charrue avant les boeufs !

6) Le danger principal de ce texte, c'est de donner une image abusivement simplificatrice et déformante de la construction du parti. « Ah ! Ce n'est que cela ! » sera, est déjà peut-être, une réaction logique à la lecture du